

AMR : 2^e CONGRÈS NATIONALE

L'Internationale n° 37, juin 1973

L'AMR a tenu son deuxième Congrès National. (...) les délégués ont débattu sur un ordre du jour qui traitait: la situation politique en France: l'orientation générale de l'A.M.R.: les tâches de l'organisation et la question du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste (C.L.A.S.). De façon générale, les délégués ont relevé toutes les expériences de lutte et la nature des revendications allant dans le sens d'une volonté d'autodétermination des travailleurs et des jeunes. De ce point de vue les grèves des O.S., des travailleurs immigrés, des femmes, ainsi que les luttes lycéennes et étudiantes du mois d'avril, ont été considérées comme représentatives de cette tendance.

L'AMR y voit par-dessus tout l'aspiration générale à ne plus être objet mais sujet conscient dans la production et la vie sociale, la tendance à rejeter le contrôle étroit des organisations syndicales et politiques, pour affirmer l'autonomie du mouvement des masses - même lorsque le mouvement n'entre pas en contradiction avec les syndicats, les partis, les groupes qui se réclament de la classe ouvrière.

Il y a là la confirmation que l'autogestion socialiste et révolutionnaire représente bien le programme révolutionnaire de notre époque, pas seulement parce qu'elle apporte une réponse à la dégénérescence bureaucratique stalinienne de la Révolution d'Octobre, mais parce qu'elle seule permet de résoudre les contradictions du régime capitaliste devant la révolution scientifique et technique.

Le congrès a confirmé l'engagement de l'AMR dans le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste, considérant comme très positive la dernière rencontre (...) qui a décidé une campagne commune AMR-CIC-PSU-Objectif Socialiste, pour dégager le courant pour l'autogestion socialiste et révolutionnaire et lui donner une organisation politique, fusion et dépassement de ces quatre organisations.

Pour l'A.M.R., la tâche du C.L.A.S. est de combattre vigoureusement les tendances réformistes: celle du P.S. et celle qui s'exprime à l'intérieur de la C.F.D.T" qui cherchent à récupérer l'idée de l'autogestion pour mieux la vider de son contenu révolutionnaire, la faire servir à des manœuvres anticommunistes, et couvrir une politique opportuniste. Or, l'autogestion ne s'entend pas autrement qu'au travers d'une stratégie révolutionnaire contre l'appareil d'Etat bourgeois et de l'instauration du pouvoir des Conseils Ouvriers.

L'autre tâche du C.L.A.S. étant de construire une organisation politique révolutionnaire extrêmement militante qui reprenne ce qu'il y a de meilleur de la tradition communiste, soit armée du programme marxiste de notre époque pour l'autogestion socialiste et de nature différente des groupes d'extrême gauche, tels que la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, voire Révolution et autres, qui n'offrent d'autres réponses que la critique de l'autogestion et la " force " future de leur appareil, d'ores et déjà " Parti révolutionnaire " de demain.

Face à la politique de Pompidou, qui a concentré tous les pouvoirs entre ses mains, mettant sur pied un gouvernement de crise, qui encourage la répression de Marcellin et du Patronat contre les tendances les plus avancées ou les plus combattives du prolétariat, L'A.M.R. insiste pour que se dégage au-delà des luttes partielles, une perspective politique globale concrète, c'est-à-dire la lutte pour un gouvernement des travailleurs, qui unisse les grands partis se réclamant de la classe ouvrière, les syndicats et toutes les forces d'opposition anticapitalistes, s'appuyant sur des comités de base créés dans cette perspective (...)

le 5 juin 1973

LE SENS DE L'AUTOGESTION

Extraits de la résolution générale du 2^e congrès de l'AMR (juin 1973)

L'autogestion constitue, pour nous, l'axe stratégique du nouveau programme de transition. Elle trouve ses fondements dans les conditions nouvelles de la socialisation capitaliste de la production, de la consommation, de l'espace, du temps, et des relations sociales. Elle s'attaque à l'ensemble de la base sociale de l'exploitation capitaliste, le mode de production des individus aptes à reproduire les conditions de la dictature de la bourgeoisie. Dans la lutte anticapitaliste, elle implique un dépassement-élargissement des objectifs révolutionnaires, où la défense de la force de travail s'articule et s'éclaire avec la remise en cause du travail et de son organisation capitaliste. Ce que certains appellent improprement « revendication qualitative » renvoie à ce lieu où la libération de la force de travail, la libération du corps, et la « libération des désirs et des pensées » (Marx), ne font qu'un. C'est dire que l'autogestion peut sceller l'alliance révolutionnaire du mouvement ouvrier régénéré et des mouvements sociaux de la jeunesse et des femmes, à condition aussi qu'elle ne serve pas de justification à ceux qui, comprenant qu'elle induit effective-

ment un élargissement de la conception de la lutte politique et de sa pratique, dissolvent la lutte politique spécifique dans les luttes sociales, ne se donnant pas ainsi les moyens du développement et de la généralisation des combats. L'autogestion constitue l'axe stratégique de préparation de la crise révolutionnaire, moment qualitatif de l'affrontement avec l'Etat. L'interpénétration des sphères de production, distribution, consommation, comme l'approfondissement des contraintes sociales (habitat, école, transports) ouvrent la voie aux revendications du contrôle de la communauté sociale sur le mode d'existence. La politique autogestionnaire est donc celle qui tend à construire une dualité de pouvoir à l'aide d'un corps d'objectifs partant d'une critique pratique de la « qualité de la vie quotidienne ». La stratégie pour l'autogestion suppose une pratique favorisant systématiquement l'autodétermination, l'auto-organisation, l'autonomie des mouvements de masse. Elle suppose la reconnaissance de multiples déterminations dans la conscience de la lutte anticapitaliste, qui peuvent donner naissance à des mouvements spécifiques et autonomes. Pour mériter ce nom, la nouvelle avant-garde doit prendre pour point de vue la totalité de la formation sociale, c'est-à-dire la totalité des manifestations de la crise, donc la totalité des facteurs qui minent la société bourgeoise, en les articulant dans un projet conscient. Il s'agit pour cela d'apprécier l'importance historique profonde des mouvements de « contestation » des structures matérielles de l'idéologie (famille, école, relations sociales), dans un projet révolutionnaire total où l'« utopie communiste » n'est plus l'impossible, mais se fraye au sein même de la barbarie capitaliste. Ces apports des nouveaux mouvements sociaux tendant à l'émergence d'une nouvelle subjectivité révolutionnaire sont bien constitutifs d'une nouvelle politique de la révolution dont l'autogestion constitue l'axe et l'objectif. Mais plus généralement, la pratique autogestionnaire peut être définie comme la pratique qui questionne en termes d'action directe la finalité des institutions et des valeurs. Cette critique pratique n'est ni la revendication ni la lutte idéologique mais la réunion des deux, dans le moment actif de la lutte directe. C'est ainsi que l'auto-organisation devient plus qu'une idée mais la condition même des formes de lutte

LE COURANT AUTOGESTIONNAIRE DE MASSE

Extraits de la résolution générale du 2^e
congrès de l'AMR (juin 1973)

Apparue comme aspiration de masse de Mai 68, l'autogestion, est devenue le thème auquel se réfèrent de plus en plus explicitement de larges secteurs militants de la gauche ouvrière. Mais le « courant autogestionnaire de masse » est loin d'être uni, ni socialement, ni idéologiquement, ni politiquement. Dans cette constellation, on trouve des travailleurs parmi les plus défavorisés, dont les luttes se sont attaquées à l'organisation capitaliste du travail (lutte contre les salaires liés à la productivité, contre la hiérarchie des salaires et des fonctions, contre les cadences...) posant par là même la question des rapports de production et de leur organisation sociale. On trouve aussi de couches de travailleurs, techniciens, cadres ingénieurs, qui aspirent à un nouveau partage des pouvoirs dont le caractère n'est pas nécessairement anticapitaliste. Ces couches que le capital tente de gagner en modifiant le système des « responsabilités » dans les entreprises (« direction participative par objectif »...) doivent être gagnées par le mouvement ouvrier révolutionnaire, et ce non pas dans la défense catégorielle (ce qui est la ligne du P.C.F.) mais à partir de leurs aspirations dans les luttes unificatrices de toutes les couches de la classe ouvrière. Idéologiquement ce courant, est encore largement dominé par les courants ouvriers issus du christianisme social (CFDT, JOC, JEC...) qui lui imprime une coloration « d'humanisme social » dans lequel se dilue la politique révolutionnaire contre l'Etat. Au plan politique cette confusion idéologique, l'hétérogénéité sociale, mais aussi le retard programmatique de la gauche révolutionnaire, ont permis aux appareils réformistes et centristes de capter l'audience de ce courant ne lui permettant pas d'exprimer totalement ses aspirations révolutionnaires. Seule une politique et une organisation révolutionnaire peut permettre à ce courant de masse d'aller jusqu'au bout de lui-même.

LES CONDITIONS IDEOLOGIQUES DE LA CONSTRUCTION DU PARTI

La principale contradiction que vivent les organisations révolutionnaires des pays capitalistes avancés réside en ceci : la crise généralisée du système capitaliste crée des nouveaux mouvements sociaux aux fondements révolutionnaires, dont l'articulation

et l'unification avec le combat déterminant du prolétariat se heurte ou pèse sur une certaine tradition ouvriériste et aux résistances idéologiques héritées de la période maintenant révolue de l'hégémonie absolue du stalinisme. Pourtant, pour mériter ce nom, la nouvelle avant-garde doit prendre pour point de vue la totalité de la formation sociale, c'est-à-dire la totalité des manifestations de la crise, donc la totalité des facteurs qui minent la société bourgeoise en les articulant dans un projet conscient. A notre avis, les conditions idéologiques d'une telle articulation stratégique sont les suivantes : - apprécier l'importance historique profonde des mouvements de « contestations » des structures matérielles de l'idéologie (famille, école, organisation des relations sociales) dans un projet révolutionnaire total où « l'utopie communiste » n'est plus l'impossible mais se fraye au contraire un chemin au sein même de la barbarie capitaliste ; - prendre la mesure que ces mouvements ne remettent pas en cause directement les rapports de production ; - saisir que le mouvement révolutionnaire des masses est un mouvement social, multidimensionnel dans lequel la politique de classe pour la destruction de l'Etat bourgeois est la condition de réalisation ; - comprendre que comme l'indique Marx, « les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques... (bref)... les formes idéologiques (sont les formes) sous lesquelles les masses prennent conscience de ce conflit (entre les forces productives et les rapports de production) et le mènent jusqu'au bout ». Et ainsi combattre le « nouvel économisme » qui se manifeste par le refus de prendre en considération comme objet de lutte de classe les motivations et les inhibitions dites « subjectives ». Ces apports du mouvement de la jeunesse ou des femmes tendant à l'émergence d'une nouvelle subjectivité révolutionnaire sont bien en con

PREPARER LA RESTRUCTURATION GENERALE DU MOUVEMENT OUVRIER

L'émergence d'une organisation politique de l'avant-garde dépend d'une restructuration générale du mouvement ouvrier. L'idée d'une organisation révolutionnaire croissant à côté des organisations réformistes majoritaires ne correspond à aucune réalité historique. Au contraire l'histoire du mouvement ouvrier prouve que c'est au sein même des organisations majoritaires que sont nés les partis révolutionnaires. (...)